DÉCLARATION EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE 2022
Rencontre internationale de la social-démocratie

Pour la première fois, six réseaux progressistes et sociaux-démocrates se sont réunis dans la région. La rencontre a eu lieu à Saint-Domingue, en République dominicaine, du 31 octobre au 5 novembre 2022, sous les hospices du Parti révolutionnaire moderne (PRM).

Nous l'avons fait dans un contexte d'inquiétude croissante face à la situation mondiale, de la montée des mouvements néofascistes et au danger de guerre nucléaire en raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Cependant, cinq pays d'Amérique latine, par le biais d'élections démocratiques, ont élu des présidents progressistes, ce qui nous remplit d'espoir.

Nous avons tenu des sessions conjointes pour analyser des situations ou des horizons tels que la paix et le développement, ou bien la paix et la sécurité dans les Amériques.

Nous avons également abordé les défis contemporains des partis politiques, les modèles de développement social des pays d'Amérique latine et le rôle que les jeunes devraient jouer dans la construction de voies progressistes capables d'approfondir les démocraties et de formuler des programmes gouvernementaux pour le progrès et l'égalité.

Sur la base des discussions, et en tenant compte du contexte de notre région, nous déclarons :

- Notre soutien au gouvernement dominicain du Parti révolutionnaire moderne et à son président Luis Abinader, qui est un exemple de bonne politique sociale-démocrate dans le pays.

- Nous espérons que l'arrivée de gouvernements progressistes et populaires au Chili, en Colombie et au Brésil contribuera au renforcement de l'intégration sud-américaine et régionale.

- Notre soutien au processus de paix totale promu par le Président colombien Gustavo Petro.

- Nos félicitations au camarade Luiz Inazio « Lula Da Silva » qui a été élu pour la troisième fois Président du Brésil, et à qui nous souhaitons beaucoup de succès dans son gouvernement.

- Notre condamnation du régime autoritaire au Nicaragua, la demande de libération immédiate des prisonniers politiques et le rétablissement des garanties démocratiques.

- Nous exigeons la collaboration de la communauté internationale pour le rétablissement immédiat des garanties constitutionnelles dans notre république sœur d'Haïti.

- Notre engagement en faveur de la démocratie, du respect de l'état de droit et de l'état-providence fondé sur la solidarité et l'égalité.

- Notre condamnation des initiatives qui cherchent à s'emparer d'organes électoraux autonomes et indépendants. Cela va à l'encontre des valeurs de la social-démocratie.

- Nous reconnaissons le risque pour la démocratie que représente le rôle du trafic de drogues et de la criminalité organisée dans nos États, exhortant les gouvernements de la région à faire face à cette menace de toutes leurs forces.

- Notre rejet des tentatives de régression autoritaire qui ont lieu dans divers pays de notre région. Nous nous prononçons en faveur de la paix pour le développement, et du développement pour la paix.

- Notre préoccupation pour les initiatives visant à démanteler les institutions de l'État-providence, les réformes régressives de l'éducation et la protection sociale dans plusieurs pays de notre région.

- Notre condamnation de l'invasion russe de l'Ukraine et l'exigence d'un cessez-le-feu immédiat et du respect des accords internationaux sur le terrain.

- Notre soutien à la candidature de Pedro Sánchez, Président du Gouvernement espagnol, à la présidence de l'Internationale Socialiste.

- Notre engagement à renforcer la coopération entre nos partis et les groupes de réflexion, les fondations et les groupes de réflexion afin de promouvoir des débats et des politiques progressistes.